

Remarque liminaire: Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués trimestriels et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des principaux groupes bancaires français et d'apporter des commentaires sur les évènements significatifs de la période et l'information financière associée.

## Chiffres clés au 31 mars 2023

Dans un contexte de ralentissement économique et d'inflation toujours élevée, les groupes bancaires français affichent des performances et des résultats solides grâce à une approche fondée sur le long terme et une gestion prudente des risques et des coûts, permettant de générer :

- un produit net bancaire cumulé de 33,4 milliards d'euro soit -1% par rapport au 1er trimestre 2022;
- un résultat net cumulé de 7,5 milliards d'euro soit +55% par rapport au 1er trimestre 2022.

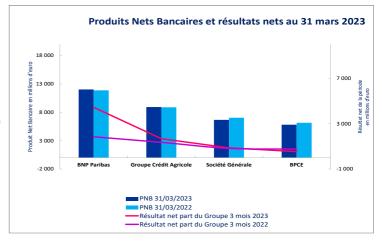
En faisant grandir leurs fonds de commerce sur tous les segments de clientèle avec des bilans solides (capital, liquidité, qualité des encours), les banques démontrent leur capacité à accompagner les clients et l'économie tout en mettant leurs ressources au service des transitions environnementales et sociétales

#### Indicateurs clés pour les grands groupes bancaires français au 31/03/2023 Un niveau d'activité toujours très soutenu PRODUIT NET BANCAIRE RESULTAT NET 31/03/2022 31/03/2023 31/03/2023 31/03/2022 33,4 Mds € 7,5 Mds € Coefficient d'exploitation Coût du risque moyen qui se dégrade en baisse 74% -35%



## Répartition des revenus par activités

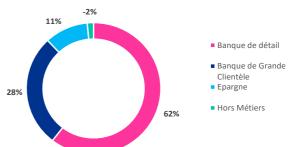
Sur le 1er trimestre 2023, si les métiers de l'épargne (+3,5%) et de la banque de Grande Clientèle (+5,8%) enregistrent des revenus en croissance, la banque de détail affiche, quant à elle, des revenus relativement résilients avec un recul limité à -1,4%, le métier étant pénalisé par une marge d'intérêts sous pression impactée par les effets de l'épargne réglementée et du taux d'usure sur les prêts.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023







Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

## Eléments non-opérationnels et non récurrents

Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable (Debt Valuation Adjustment, spread émetteur de la FVA, et secured lending) impactant l'ensemble des banques, les groupes BNP Paribas et Société Générale communiquent sur l'effet négatif du débouclage des opérations de couverture du TLTRO décidé par la Banque Centrale Européenne au 4ème trimestre 2022 qui s'élèvent respectivement à - 403 millions d'euros (BNP Paribas) et -100 millions d'euros (Société Générale).

Par ailleurs, dans le cadre de la transition à la norme IFRS 17 (& IFRS 9 pour les placements financiers de l'activité d'assurance), les banques françaises ont communiqué des éléments spécifiques au 31 mars 2023.

## Eléments de communication financière sur la transition IFRS 17

Dans le cadre de la transition à la norme IFRS 17 (& IFRS 9 pour les placements financiers de l'activité d'assurance), les banques françaises ont communiqué des éléments spécifiques au 31 mars 2023.

Le tableau suivant vise à recenser ces éléments :

	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
Tableau de passage entre le bilan IFRS 4 publié au 31 décembre 2022 et le bilan IFRS 17 au 1er janvier 2023 (avec commentaires explicatifs)	✓	Contract	7,9,10010	
Bilan au 31 mars 2023	Avec pro forma 31/12/2022	Avec pro forma 31/12/2022		Sans pro forma
Compte de résultat 31 mars 2022 « pro forma » IFRS 17	✓	<b>✓</b>	✓	✓
Séries des comptes de résultat trimestriels 2022 « pro forma » IFRS 17	<b>✓</b>	✓	✓	✓
Impact de l'application d'IFRS 17 & IFRS 9 sur le ratio de solvabilité CET1 au 31 mars 2023	-10bp (y compris phasing out IFRS9)		-3bp (+10bp IFRS17 -13bp phasing out IFRS9)	-1bp
Slides spécifiques sur les effets de la norme IFRS 17 en termes de présentation du compte de résultat (frais rattachables)	<b>✓</b>		Pour CASA	
Slides avec données du compte de résultat au 31 mars 2023 au format IFRS 4		✓		
Impact sur les capitaux propres au 1er janvier 2023		+519 millions d'euros		

Note: le phasing IFRS 9 fait référence aux dispositions du Quick fix réouvertes à l'occasion de la pandémie afin de limiter les impacts d'IFRS 9 sur le CET 1.

Au 30 juin 2023, des éléments plus détaillés devraient être communiqués par les établissements.

## **Analyse des métiers**

Banque de détail: au 31 mars 2023, les revenus de la banque de détail diminuent (-1,31% par rapport à mars 2022) en raison du
contexte inflationniste, des conditions de marché défavorables et d'une base élevée au 1er trimestre 2022. Le métier est porté
par une très bonne dynamique commerciale et une forte progression des métiers spécialisés. Toutes les banques mettent en
avant le développement et la bonne performance de leurs offres de service digital. A l'international, l'activité reste relativement
dynamique malgré l'impact de la crise Russo-Ukrainienne.

#### Crédit Agricole

#### Société Générale

#### **BNP Paribas**

#### **BPCE**

#### □ En France :

Caisses régionales : activité dynamique sur le marché des professionnels en hausse par rapport au premier trimestre 2022.

Activité dynamique dans les entités de financement spécialisés avec :

- de bonnes performances pour les entités Agos et JV Automobiles;
- la finalisation de d'un accord avec Stellantis, avec la création d'une nouvelle joint-venture 50/50 Leasys et la création de Crédit Agricole Auto Bank (entité issue de la reprise à 100% par Crédit Agricole Consumer Finance de FCA Bank et de Drivalia).

#### □ A l'international :

Bonne performance en Italie portée par la hausse des taux, la progression de la production de crédits et la revalorisation du taux sur le stock de crédits à l'actif.

Annonce par le groupe d'acquérir les activités de 6 filiales européennes d'ALD Automotive et de LeasePlan : Luxembourg, Portugal, Irlande, Norvège, Finland, République Tchèque. Bonne dynamique de croissance malgré un contexte économique plus incertain en lien avec une marge d'intérêts sous pression.

#### En France:

- Développement de Boursorama: atteinte du seuil de rentabilité fixé par le groupe dans un contexte de croissance toujours dynamique du nombre de nouveaux clients
- Signature par ALD d'un accord pour la vente de six filiales au groupe Crédit Agricole.
- Fusion des réseaux de Banque de détail en France: première migration informatique réalisée avec succès en mars 2023, conformément au calendrier fixé.
- A l'international :
- Croissance de l'activité dans toutes les régions en Europe, portée notamment par le niveau de marge d'intérêts en République Tchèque et la forte croissance en Roumanie.
- Bonne dynamique de l'activité commerciale sur les opérations de change et marge d'intérêts élevée en Afrique, dans le Bassin méditerranéen et en Outre-Mer.

#### □ En France:

- Activité soutenue pour le pôle CPBS avec un effet de ciseaux positif porté notamment par la bonne performance des banques commerciales et la croissance d'Arval.
- Très bonnes performances pour les nouveaux Métiers Digitaux (Nickel, Floa, Lyf) et Personal Investors, avec une augmentation de clients et une qualité de service plus élevée notamment sur les profils de risque.

#### A l'international :

- Croissance soutenue en Italie portée par les crédits moyen et long terme sur l'ensemble des segments et des synergies avec le métier entreprise permettant une très bonne progression de la collecte de la banque privée.
- Bon niveau d'activité commerciale dans la zone Europe-Méditerranée avec notamment le lancement en Pologne d'une plateforme digitale de solutions de financements et de services pour les particuliers avec Arval, Personal Finance, Cardif et Leasing Solutions.
- Cession d'activités en Afrique subsaharienne : finalisation de la cession des activités en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

- Forte évolution de l'activité de prêts à la consommation (prêts personnels et crédits revolving).
- Poursuite de la dynamique du métier affacturage sur l'ensemble des segments du marché.
- Bonne performance de l'activité de Crédit bail soutenue portée par les réseaux de banque de proximité et l'intégration de la nouvelle filiale de financement d'équipements de santé Eurolocatique.
- Performance des cautions garanties en retrait en lien avec le ralentissement sur le marché immobilier.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

• Epargne : dans l'ensemble, les revenus des métiers de l'épargne augmentent de +3,5% au 31 mars 2023, malgré la remontée des taux d'intérêts et des conditions de marché défavorables.

#### Crédit Agricole

- Repli des commissions de surperformances, atténué par la hausse des commissions nettes de gestion dans la gestion d'actifs.
- Très bonne performance du métier de gestion de fortune grâce à une dynamique commerciale soutenue et une hausse des taux avec un impact positif sur la marge sur dépôts.

#### Société Générale

- Bonne dynamique des commissions
- Performance solide de la Banque Privée.
- Note: à des fins de comparabilité, l'activité Banque Privée de la Société Générale a été retraitée de la Banque de détail et réintégrée dans les métiers de l'Epargne.

#### **BNP Paribas**

- Forte collecte nette pour l'activité de Wealth Management à la fois pour les banques commerciales en France, en Italie et en Belgique et à l'international pour la grande clientèle.
- Bonne dynamique en assurance affinitaire et en assurance dommages en France.
- Croissance de l'activité Assurance à l'international, notamment en Amérique Latine.

#### **BPCE**

- Légère hausse des actifs sous gestion avec une collecte nette positive et un effet de marché positif significatif.
- Ralentissement de la collecte nette en actifs privés : réorientation des investissements des clients vers les produits Fixed Income.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

Note : A des fins de comparabilité, l'activité Banque Privée de la Société Générale a été retraitée de la Banque de détail et réintégrée dans les métiers de l'Epargne.

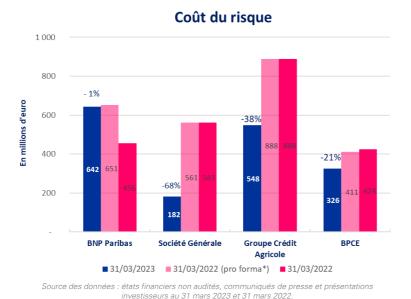
 Banque de grande clientèle : Sur l'ensemble des établissements, les revenus de la Banque de Grande Clientèle progressent de +5,8% par rapport à mars 2022. L'ensemble des métiers affiche des revenus en croissance, notamment sur les activités de Taux et Change (FICC) qui profitent de la forte volatilité des taux et de change du marché.

	Crédit Agricole	Société Générale	BNP Paribas	BPCE
Métier FICC (activité Taux, Crédit, Change)	Activité soutenue des activités FICC avec une bonne performance des produits de couverture de taux et de change.	Meilleure performance des activités Taux, Crédit et Change par rapport au 1er trimestre 2022, soutenue par la forte volatilité sur les taux et les devises ainsi qu'une activité commerciale dynamique.	<ul> <li>Très bonne performance des marchés de taux et de change et des activités de crédit, en lien avec le rebond des marchés obligataires primaires et secondaires.</li> <li>Très forte demande de la clientèle sur les marchés de taux, de change et matières premières avec un accent prononcé pour les produits de taux et de change.</li> </ul>	<ul> <li>Bonne performance du Global markets notamment grâce à la diversification ainsi que la bonne performance des activités FICT</li> <li>Performance de l'activité Commodities en retrait compensée par l'activité FICT en lien avec la volatilité des taux d'intérêt.</li> </ul>
Métier Titres & métier Actions	Projet d'acquisition des activités de services aux investisseurs de RBC en Europe par CACEIS afin de renforcer son positionnement sur le marché d'Asset servicing et diversifier sa clientèle.	<ul> <li>Activité du métier Titres en progression</li> <li>Bonne performance des activités Actions malgré des conditions de marché moins favorable, une baisse des volumes et une volatilité plus faible.</li> <li>Signature du protocole d'acquisition avec AllianceBernstein (franchise mondiale de premier plan de recherche actions et de cash equity)</li> </ul>	Bonne dynamique du métier Actions malgré le repli des volumes par rapport à une base très élevée du premier trimestre 2022,     Croissance soutenue des revenus du métier titres attribuable à l'effet favorable de l'environnement de taux et à un niveau élevé des volumes sur les transactions.	Bonne dynamique commerciale générant une hausse des revenus du métier Actions     Activité commerciale soutenue avec les clients des réseaux du groupe.
Banque de financement et d'investissement	Très bonne dynamique de la banque de financement portée par les performances du Métier International Trade & Transaction Banking et la performance significative des financements structurés.  Très bonne performance de la banque de marché et d'investissement avec une activité commerciale soutenue sur toutes les lignes métiers.	<ul> <li>Bonne dynamique du métier Global Banking &amp; Advisory malgré un léger recul par rapport au 1er trimestre 2022 (base élevée) portée par le financement d'actifs.</li> <li>Croissance de la performance de la banque d'investissement en lien avec les activités de capitaux dettes et financement des télécommunications, médias et technologie. Légère baisse des activités Asset - Backed Products et Ressources Naturelles et forte croissance pour les énergies renouvelable.</li> <li>Très bonne performance du Métier Global Transaction &amp; Payment Services en raison d'une bonne performance commerciale et des taux d'intérêts positifs</li> </ul>	Forte activité commerciale, notamment dans la zone EMEA sur les crédits syndiqués et les émissions obligataires.     Performance solide des lignes métiers de trade finance et de cash management auprès de la clientèle des grandes entreprises en Europe	Performance de l'activité Investment banking en recul liée à la baisse d'activité d'Acquisition & Strategic Finance impactée par le ralentissement du marché primaire.  Activité M&A en progression

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

## Un coût de risque en baisse sensible

Globalement, le coût du risque affiche une baisse de 35% (par rapport au 31 mars 2022 « pro forma »), soit 813 millions d'euros par rapport au 1er trimestre 2022, trimestre qui avait été fortement impacté par la détérioration du contexte économique et politique en lien avec la guerre en Ukraine et les tensions inflationnistes avec des degrés d'incidence différents selon les établissements compte tenu de leurs expositions sur la zone.



\* Les histogrammes du 31 mars 2022 « pro forma » intègrent les éventuels effets de présentation liés à l'application d'IFRS 17, à savoir la présentation du coût du risque relatif aux placements financiers d'assurance au sein du PNB en application de la recommandation ANC 2022-01.

Concernant BNP Paribas, cet histogramme présente également le coût du risque retraité de la cession Bank of West (qui était en reprise au 1er trimestre 2022) et présenté hors du coût du risque en application d'IFRS 5

Ce coût du risque se décompose par Stage<sup>1</sup> comme suit :



Source des données : états financiers non audités, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 mars 2023 et 31 mars 2022, (non pro forma)

<sup>1</sup> Où Stage 1 (S1): Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine; Stage 2 (S2): Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.



### **BNP Parihas**

Le coût du risque de BNP Paribas au 31 mars 2023 s'élève à 642 millions d'euros, soit une baisse de 1% par rapport au 31 mars 2022 (649 millions d'euros au 31 mars 2022 exclusion faite des reprises chez Bank of West du 1er trimestre 2022 / 456 millions d'euros y compris Bank of West).

Le coût du risque de BNP Paribas est porté par des dotations sur les encours en Stage 3, la banque indiquant avoir effectué des reprises sur les Stages 1 et 2. Il est essentiellement réalisé dans le Commercial, Personal Banking & Services. Au sein de ce pôle, les principales évolutions concernent les métiers spécialisés (Personal Finance) pour lequel le coût du risque augmente de 13% (+42 millions d'euros).

Les prévisions pour 2022-2025 sont maintenues à un coût du risque inférieur à 40bp.

Enfin, BNP Paribas indique également des éléments sur :

- Ses expositions sur les opérations à effets de levier à 0,7% des engagements bruts totaux, soit 13,2 Md€ (correspondant à 10,2 Md€ d'EAD);
   BNP Paribas mentionne un niveau de douteux en baisse à 2,1% des engagements bruts, un risque unitaire faible (montant moyen de 5 M€) et une répartition diversifiée par secteur et zones géographiques.
- Ses expositions sur l'Immobilier Commercial à 3,9% des engagements bruts totaux, soit 71,5Md€ (correspondant à 58,1 Md€ d'EAD).
   BNP Paribas mentionne que 50% des contreparties sont notées Investment Grade, que son portefeuille est diversifié et que 90% des expositions sont en Europe avec des expositions limitées aux Etats-Unis 2%) et en Allemagne.

### Société Générale

Le coût du risque de Société Générale au 31 mars 2023 s'élève à 182 millions d'euros, soit une baisse de 68% par rapport au 31 mars 2022 (561 millions d'euros). Le coût du risque Stages 1 & 2 s'inscrit en reprise pour Société Générale et le coût du risque Stage 3 diminue 34% par rapport au 31 mars 2022.

Pour rappel au 1er trimestre 2022, le cout du risque de Société Générale incluait des provisions au titre des activités russes en cours de cession pour 136 millions d'euros (dont 100 millions d'euros sur les stages 1 & 2).

En outre tout comme au 1er trimestre 2022, la banque a revu au 31 mars 2023 les scenarios économiques utilisés dans les calculs de dépréciation.

Société Générale indique également :

présenté conformément à IFRS 5).

- Une exposition inférieure à 100 millions de dollars sur les banques régionales américaines,
- Une exposition modérée avec un faible niveau de concentration sur les opérations de LBO (5 milliards d'euros, soit environ 0,4% de l'EAD totale du Groupe),
- Une exposition faible sur l'immobilier commercial (1,9% de l'EAD au 31 mars 2023),

 Avoir réduit son exposition sur la Russie (1,6 milliard d'euros d'EAD au 31 mars 2023, soit -50% depuis le 31 décembre 2021) avec une exposition à risque de 0,5 milliards d'euros couvertes par 0,4 milliards d'euros de provisions.

Les prévisions pour 2023 sont un coût du risque inférieur à 30bp (en baisse par rapport aux précédentes prévisions pour 2023 – coût du risque compris entre 30 et 35 bp – communiquées lors de la publication des comptes au 31 décembre 2022).

## **Groupe Crédit Agricole**

Le coût du risque du Groupe Crédit Agricole au 31 mars 2023 s'élève à 548 millions d'euros, soit une baisse de 38% par rapport au 31 mars 2022 (888 millions d'euros au 31 mars 2022). Cette évolution est la combinaison d'une diminution de 86% du coût du risque Stages 1 & 2 et d'une multiplication par 2,4 du coût du risque Stage 3.

Cette évolution est principalement liée au provisionnement des risques sur l'Ukraine et la Russie pour lequel le coût du risque diminue de 89%. En effet, celui-ci s'élève à 56 millions d'euros au 31 mars 2023 (dont 46 millions d'euros sur les stages 1 & 2 et 10 millions d'euros sur le stage 3) contre 584 millions au 31 mars 2022 y compris 195 millions d'euros de provisions au titre du risque sur fonds propres Ukraine et 389 millions d'euros de provisions sur les expositions russes (se décomposant en 346 millions d'euros sur les stages 1 & 2 et 43 millions d'euros sur le stage 3).

Le coût du risque est principalement composé d'une provision sur encours douteux (Stage 3) de 464 millions d'euros (multiplié par 2,4) et d'une provision sur encours en Stages 1 & 2 de 67 millions d'euros (-87%) contre respectivement 190 et 480 millions au 31 mars 2022.

La diminution du coût du risque par rapport au 31 mars 2022 est portée principalement par :

- L'activité de grande clientèle (coût du risque en baisse de 87%), cette activité intégrant au 31 mars 2022 les 389 millions d'euros provisionnés sur la Russie;
- La banque de proximité internationale hors Italie (coût du risque en baisse de 76%), cette activité intégrant au 31 mars 2022 les 195 millions d'euros de provision sur le risque pays Ukraine.

Le coût du risque progresse sur les autres métiers :

- +27% pour les services financiers spécialisés avec en parallèle un resserrement de la politique d'octroi,
- Respectivement +7% et +34% pour la banque de proximité France et Italie et,
- +18% pour les Caisses Régionales (Stage 3 principalement).

En outre, le Groupe Crédit Agricole indique également qu'il n'a pas révisé ses hypothèses macro-économiques par rapport au 31 décembre 2022.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Cession effective de Bank of West au 1er février 2023 (coût du risque

Enfin, le Groupe Crédit Agricole indique également des éléments sur :

- Ses expositions LBO (sur le périmètre CACIB) de 4,3 Mds€ au 31 mars 2023 ;
- Ses expositions sur l'immobilier auprès des Corporate et des Professionnels de l'Immobilier (4,5% des engagements commerciaux -bilan et hors bilan- du groupe à fin 2022).

#### **BPCE**

Le coût du risque du Groupe BPCE au 31 mars 2023 s'élève à 326 millions d'euros, soit une baisse de 21% par rapport au 31 mars 2022 (411 millions d'euros après retraitements IFRS 17).

Au 31 mars 2023, il est composé d'une provision sur encours douteux (stage 3) de 257 millions d'euros en baisse de 10% et d'une provision sur les encours en stages 1 & 2 de 70 millions d'euros en baisse de 50% (contre respectivement 284 et 140 millions au 31 mars 2022).

#### Au niveau des métiers :

- Le coût du risque diminue sur le pôle Global Financial Services qui avait enregistré une provision de 85 M€ au titre du conflit en Ukraine au 1er trimestre 2022 ;
- Le coût du risque diminue également de 7% sur le pôle Banque de Proximité et Assurance avec des différences par réseaux / métiers : -14% dans les Banques Populaires, +4% dans les Caisses d'Epargne et +12% pour Digital & Paiements qui comprend le crédit à la consommation d'Oney Bank en lien avec la hausse de la production.

Le Groupe BPCE indique également avoir une exposition limitée aux professionnels de l'immobilier (commercial et résidentiel) à hauteur de 42 milliards d'euros (dont 90 %en France) à fin mars 2023, soit 5 % de l'encours total.

## Evolution des principaux ratios sur le risque de crédit

NB: Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

#### Coût du risque en pb sur encours<sup>3</sup>:

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2023	28 👢	13 👢	19 👢	16 👢
31 mars 2022	20 / 30 (1)	39	26	21

<sup>&</sup>lt;sup>(1)</sup> Coût du risque en pb hors reprise de provision chez Bank of West à 30pb

Le coût du risque en pb diminue par rapport au 31 mars 2022, trimestre qui avait été notamment marqué par des dépréciations sur les expositions russes (principalement pour Société générale et Groupe Crédit Agricole).

#### Poids des créances<sup>4</sup> douteuses :

Poids des créances douteuses	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2023	1,7% 📥	2,8% 📥	2,1% 🛶	2,1% 👢
31 décembre 2022	1,7%	2,8%	2,1%	2,3%

L'évolution de l'environnement macro-économique (et notamment la remontée des défaillances d'entreprises constatée par la Banque de France) ne se traduit pas à ce stade par une hausse des créances douteuses dans le bilan des banques.

#### Taux de couverture<sup>5</sup>:

Taux de couverture	BNP Paribas	Société Générale (1)	Groupe Crédit Agricole <sup>(2)</sup>	Groupe BPCE <sup>(3)</sup>
31 mars 2023	72,2% 棏	49,0% 👚	48,2% 👚	41,6% 👚
31 décembre 2022	72,5%	48,0%	48,0%	41,2%

<sup>&</sup>lt;sup>(1)</sup> Avant prise en compte des garanties et collatéraux

Les taux de couverture sont relativement stables avec des évolutions relativement faibles pour l'ensemble des établissements français.

<sup>(2)</sup> GCA communique également sur un taux de couverture y compris les dépréciations S1/S2 qui ressort respectivement à 83,4% au 31 mars 2023 et 82,9% en 2022

<sup>(3)</sup> BPCE communique également sur un taux de couverture y compris la valeur des sûretés/garanties qui ressort respectivement à 69,4% au 31 mars 2023 et 68,9,% en 2022

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Coût du risque sur encours en pb

<sup>•</sup> Groupe Crédit Agricole : Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres.

<sup>4</sup> Créances

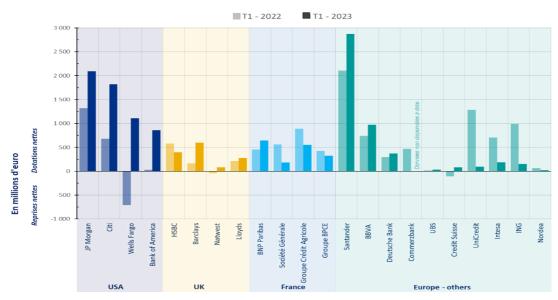
BNP Paribas: Les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Taux de couverture :

<sup>•</sup> BNP Paribas : Rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à : bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance),

Société Générale : Taux calculé selon la méthodologie de l'EBA.

# Evolution du coût du risque de crédit entre le 31 mars 2022 et le 31 mars 2023 sur un échantillon de banques

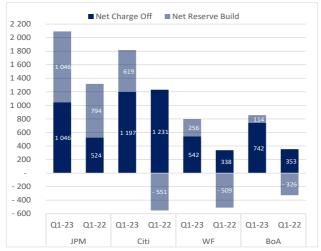


Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 mars 2023 et 31 mars 2022 (1er trimestre 2022 non retraité des impacts éventuels au titre d'IFRS 17 et de la cession de Bank of West pour BNP Paribas)

NB: Le panel de ce graphique inclut Crédit Suisse qui a publié ses comptes trimestriels après avoir été racheté courant mars par UBS suite à l'impact d'une crise subite de liquidité qui a nécessité son sauvetage en urgence. En effet, le 19 mars, UBS a accepté de la reprendre pour 3 milliards de francs suisses, moyennant de solides garanties de la Confédération et de la banque centrale. Sans intervention, le numéro deux du secteur bancaire helvétique se serait « selon toute vraisemblance » retrouvé « en cessation de paiement le 20 ou 21 mars 2023 ».

## **Etats-Unis: Provisions et pertes en augmentation**

Le coût du risque total des 4 banques américaines de notre panel s'élève au 31 mars 2023 à 5,9 milliards d'euros contre 1,3 milliards d'euros au 31 mars 2022. Ce coût du risque se décompose comme suit :



Source des données : « Quarterly Supplement » 31 mars 2023

Pour rappel, au 1er trimestre 2022, les banques américaines (à l'exception de Wells Fargo) étaient en charge nette de risque compte tenu notamment de la constitution de provisions sur leurs expositions russes, de la prise en compte de la détérioration de l'environnement macro-économique et du risque de récession lié à la hausse de l'inflation et aux effets de la guerre en Ukraine.

Le 1er trimestre 2023 s'inscrit dans la continuité du mouvement initié début 2022. Le coût du risque des 4 banques américaines est portée notamment par :

Une augmentation des pertes notamment sur les cartes de crédit (JP Morgan, Citi, Bank of America, Wells Fargo).

Celles-ci sont en voie de normalisation et reviennent progressivement aux taux de perte historiques / observés avant la crise sanitaire.

• La constitution de provisions additionnelles au titre de la détérioration de l'environnement économique ainsi que la prise en compte des prévisions et anticipations d'activité (JP Morgan, Citi, Wells Fargo).

Seule Bank of America indique avoir effectué des reprises sur son portefeuille « Corporate » en lien avec une révision à la hausse de ses prévisions économiques.

Une augmentation des provisions sur les crédits immobiliers commerciaux et les crédits automobiles (Wells Fargo).

## Royaume Uni

Globalement, le coût du risque des 4 banques anglaises augmente de 440 millions d'euros à 1,35 milliards d'euros au 31 mars 2023, avec des situations hétérogènes.

Plusieurs éléments ressortent des communications financières au 31 mars 2023 et notamment :

 Pour HSBC, le coût du risque diminue de 31% et bénéficie d'un comparatif favorable avec le 1er trimestre 2022 où la banque avait été notamment impactée par la prise en compte des risques macro-économiques liés à l'inflation et à la guerre en Ukraine, le transfert en Stage 2 des contreparties russes et le risque sur l'immobilier commercial en Chine.

Sur le 1er trimestre, la banque a revu à la hausse ses prévisions économiques au travers de la revue des probabilités affectées à chaque scenario économique. Par ailleurs, HSBC indique un niveau de coût du risque faible sur le Stage 3 et une dotation spécifique sur 2 contreparties sur le secteur de l'immobilier commercial en Chine.

- Du côté de Barclays, le coût du risque augmente en lien avec la normalisation du coût du risque aux Etats-Unis sur les cartes de crédit. La banque indique également avoir maintenu des ajustements post-modèles de plus de 300 millions d'euros.
- Enfin, pour Lloyds, le coût du risque est en augmentation sensible sur les segments Retail et Commercial Banking par rapport au 31 mars 2022. Cette variation augmentation est partiellement compensée par la reprise effectuée dans le cadre de la révision à la hausse des perspectives économique (reprise de 90 millions d'euros environ). Par ailleurs, la banque indique que les niveaux d'impayés et de retards de paiement restent inférieurs à ceux de la période prépandémique.

## **Europe-Autres**

Le coût du risque des banques européennes (hors banques françaises et hors Commerzbank dont les chiffres du 1er trimestre 2023 ne sont pas encore publiés à la date de rédaction de l'étude) diminue de 21 % en passant de 6,1 milliards d'euros au 1er trimestre 2022 à 4,8 milliards d'euros au 31 mars 2023.

Cette diminution globale masque des situations différentes selon les établissements.

Pour ING, UniCredit et Intesa Sanpaolo, le coût du risque s'inscrit en très forte baisse (de -73 à -93%) par rapport au 1er trimestre 2022 qui avait été particulièrement marqué par des dotations significatives sur les expositions russes dans le contexte de la guerre en Ukraine et de ses conséquences (respectivement 834 millions d'euros pour ING, 1,2 milliards d'euros pour UniCredit et environ 800 millions d'euros pour Intesa Sanpaolo).

Les éléments notables de communication financière sur le coût du risque au 31 mars 2023 de ces 3 établissements sont :

Pour ING :

Le coût du risque du 1er trimestre 2023 (reprise de 45 millions d'euros sur les stages 1 & 2 et dotation de 197 millions d'euros sur le Stage 3) est impacté par :

- Des reprises liées à une révision à la hausse des prévisions macro-économiques ;
- Une reprise de 118 millions d'euros des provisions Stage 2 sur les risques liés à la Russie résultant de la réduction des expositions,
- Une provision additionnelle de 46 millions d'euros sur les prêts en CHF en Pologne en lien avec la dernière décision de justice à la Cour Européenne sur le sujet,
- Une évolution des modèles de provisionnement collectif sur les prêts à la consommation en Stage 3.

ING indique également un total d'ajustements post-modèles de 521 millions d'euros au 31 mars 2023 (+67 millions d'euros).

· Pour Intesa Sanpaolo:

Le coût du risque du 1er trimestre 2023 est impacté notamment par une reprise de 50 millions d'euros sur les expositions russes et ukrainiennes.

La banque a maintenu la totalité des ajustements post-modèles de l'ordre de 900 millions d'euros figurant au bilan du 31 décembre 2022.

#### Pour UniCredit :

UniCredit indique un total d'ajustements post-modèles de l'ordre de 1,8 milliards, stable par rapport au 31 décembre 2022 (soit une année de coût du risque).

Pour Santander, BBVA et Deutsche Bank, le coût du risque augmente par rapport au 1er trimestre 2022 entre 27 et 37%. Les éléments notables de communication financière sur le coût du risque au 31 mars 2023 sont :

#### · Pour Santander:

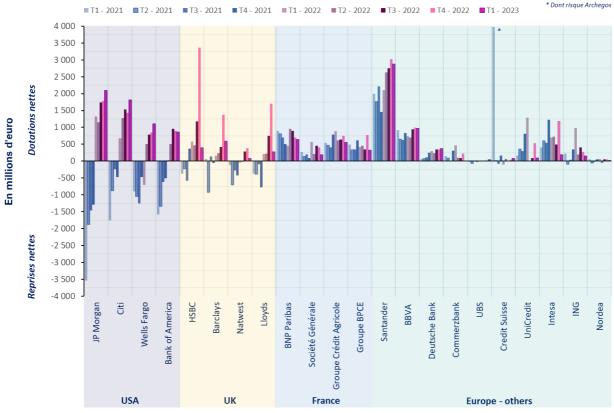
La hausse du coût du risque du 1er trimestre 2023 (+37% par rapport au 31 mars 2022) s'explique par :

- L'augmentation des provisions aux Etats-Unis dont le coût du risque est en voie de normalisation ;
- L'augmentation des provisions sur les prêts en CHF en Pologne ;
- Une augmentation des provisions sur le Brésil.

#### Pour Deutsche Bank :

- Le coût du risque du 1er trimestre 2023 (reprise de 26 millions d'euros sur les stages 1 & 2 et dotation de 397 millions d'euros sur le Stage 3) est impacté par :
- Des reprises liées à une révision à la hausse des prévisions macro-économiques ;
- Des dotations en augmentation tirées par des événements isolés sur des contreparties de la Banque Privée Internationale (coût du risque +166 millions d'euros sur ce segment de clientèle

#### Dynamique du coût du risque depuis le 1er trimestre 2021 :



Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 mars 2023 (avec IFRS 17), 31 décembre 2022, 30 septembre 2022, 30 juin 2022, 31 mars 2022, 31 décembre 2021, 30 septembre 2021, 30 juin 2021 et 31 mars 2021

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

Après plusieurs trimestres consécutifs de reprises nettes de provisions postérieurement à la crise sanitaire, les quatre banques américaines sont entrées dans une dynamique de dotation nette depuis le 1er semestre 2022 en lien avec la guerre en Ukraine et ses conséquences, la détérioration de l'environnement économique et la normalisation des taux de défaut et de pertes sur les crédits. Le niveau de dotation au 1er trimestre 2023 est en progression par rapport au dernier trimestre 2022.

Comme les banques américaines, les banques anglaises sont repassées en phase de dotation fin 2021/début 2022 en lien notamment avec l'évolution des risques macro-économiques, avec la crise ukrainienne et le risque immobilier commercial chinois. Après avoir fortement accéléré au 2nd semestre 2022, le rythme des dotations ralentit au 1er trimestre 2023.

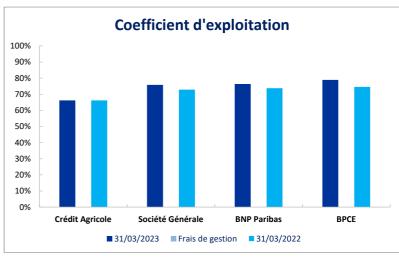
Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, les banques continuent globalement de doter même si le rythme de dotations diminue au 1er trimestre 2023.

## Une rentabilité en repli

Malgré une baisse des contributions au Fonds de Résolution Unique (FRU) européen, la rentabilité des banques se dégrade sur le 1er trimestre 2023 avec un coefficient d'exploitation moyen à 74% (+249 pb par rapport au 1er trimestre 2022) en lien notamment avec des investissements significatifs ciblés réalisés par tous les établissements visant à accompagner la croissance et l'investissement.

Les contributions au Fonds de Résolution Unique s'élèvent au 31 mars 2023 à 2,9 milliards d'euros, affichant un recul de 18% par rapport à l'année dernière et marquant ainsi une rupture avec les hausses significatives enregistrées depuis la pandémie de Covid 19 (en lien avec l'augmentation des dépôts).

Contribution FRU (M€)	31/03/2023	31/03/2022
BNP Paribas	997	1 256
Société Générale	672	864
BPCE	585	596
Crédit Agricole	626	794
Total	2 880	3 510



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

Bien que certains groupes communiquent sur l'anticipation de la fin de la contribution au Fonds de Résolution Unique dans leurs prévisions de charges générales, ils font état au 31 mars 2023 de l'impact des coûts suivants :

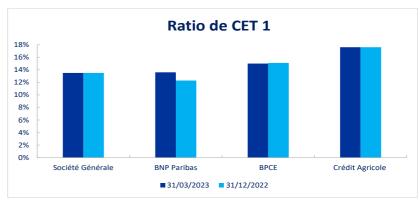
- renforcement informatique (BNP Paribas, Crédit Agricole);
- accompagnement du développement des métiers (BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE, Société Générale);
- hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste (Crédit Agricole);
- préparation de l'acquisition de certaines entités (Société Générale avec l'achat de LeasePlan).

## Une structure financière solide

En dépit d'un environnement économique incertain et ses conséquences en matière d'inflation, la situation financière des groupes bancaires français reste solide. Le ratio de CET 1 moyen s'élève à 14,9% au 31 mars 2023, soit une hausse de 30 pb par rapport au 31 décembre 2022, malgré la première application d'IFRS 17, dont l'impact sur le ratio CET1 est présenté très différemment selon les établissements :

- BNP Paribas : 10 pb correspondant à l'impact lié à l'application d'IFRS 17 mais également à la mise à jour des modèles et aux règlementations incluant le phasage IFRS9;
- Société Générale: 4 pb correspondant à l'impact des réglementations, dont IFRS 17;
- BPCE: 1 pb correspondant à l'impact de la 1ère application des normes IFRS 17 et IFRS 9 (FTA);
- Crédit Agricole: + 10 pb liés à l'impact de l'application d'IFRS 17 compensé par le phasing out IFRS 9 (-13 pb).

Note : les groupes Crédit Agricole, Société Générale, et BNP Paribas communiquent sur un ratio de CET1 phasé.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

Les ratios TLAC communiqués par tous au 31 mars 2023 :

- BPCE: 24,4% des risques pondérés;
- Crédit Agricole : 27,4% des risques pondérés et 7,8% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 33.7% des risques pondérés et 8.5% de l'exposition en levier:
- BNP Paribas: 29,2% des risques pondérés et 8,2% des expositions de levier.

Les niveaux de MREL sont également communiqués par trois établissements au 31 mars 2023 :

- BPCE: 31,4% des risques pondérés:
- Crédit Agricole : 32,8% des risques pondérés et 9,3% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 34,3% des risques pondérés et 8,6% de l'exposition en levier.

Enfin, tous les établissements présentent un ratio de levier supérieur au minimum règlementaire de 3%, stable par rapport au 31 décembre 2022 et permettant d'absorber les exigences complémentaires à venir au titre du Pilier 2.

Ratio de levier (%)	31/03/2023	31/12/2022
Société Générale	4,2%	4,4%
BNP Paribas	4,4%	4,4%
BPCE	5,0%	5,0%
Crédit Agricole	5,4%	5,3%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

<u>Note</u> : les groupes Crédit Agricole et Société Générale communiquent sur un ratio de levier phasé.

## Des réserves de liquidité confortables

Le niveau des réserves de liquidité (1,5 milliards d'euros), stable par rapport au 31 décembre 2022, permet à tous les groupes d'afficher un ratio de LCR nettement supérieur à l'exigence règlementaire de 100% :

Ratio LCR (%)	31/03/2023	31/12/2022
Société Générale	171%	141%
BNP Paribas	139%	129%
BPCE	153%	139%
Crédit Agricole	163%	167%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2023

Note: Les groupes Crédit Agricole, et BPCE présentent un LCR moyen.

Bien que le 1er trimestre 2023 ait été caractérisé par de fortes inquiétudes en matière de liquidité en raison des faillites bancaires de 3 banques américaines, tous les groupes bancaires français mettent en avant leur politique prudente en matière de refinancement à moyen et long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Par ailleurs, pour anticiper la fin du TLTRO en 2023 et 2024, les groupes BPCE et Crédit Agricole communiquent sur les remboursements réalisés sur le trimestre qui s'élèvent respectivement à 40 milliards d'euros (BPCE) et 1 milliard d'euros (Crédit Agricole).

Enfin, il convient de noter que le groupe Crédit Agricole S.A. a émis le 3 janvier 2023 un instrument AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 7,25%.



## Des perspectives encourageantes de croissance durable et rentables

Tous les groupes continuent de mobiliser l'ensemble de leurs ressources et de leurs métiers pour accompagner leurs clients dans l'ensemble des phases du cycle économique, tout en étant au cœur des enjeux climatiques, numériques et sociétaux.

Dans ce cadre, le groupe BNP Paribas annonce sa volonté de prendre une part plus active aux transformations des économies et des sociétés, confirmant ainsi ses objectifs à horizon 2025 : hausse du résultat net distribuable en ligne avec l'objectif du plan GTS 2025 et croissance du bénéfice par action distribuable supérieur à l'objectif du plan GTS 2025. Par ailleurs, le groupe renforce, sa politique d'engagement dans la société et déploie une approche globale en s'engageant aux côtés de ses clients dans la transition vers une économie durable et bas carbone avec des mesures nécessaires à l'alignement de ses portefeuilles de crédits pour respecter ses engagements de neutralité carbone. Le groupe se fixe également des objectifs ambitieux en matière de responsabilité sociale avec un taux de 40% de femmes dans des positions de management senior à horizon 2025.

De son côté, le groupe Société Générale affirme avoir franchi avec succès des étapes importantes dans le renouvellement de son business model et l'exécution de grands projets stratégiques : mise en place de la nouvelle banque de détail SG en France, poursuite du développement de Boursorama, closing programmé de l'acquisition de LeasePlan par ALD.

Tout en présentant les notes extra-financières obtenues par différentes agences (MSCI, Moody's ESG Solutions, ISS ESG, Sustainalytics, et Dow Jones Sustainability Index), le groupe Société Générale rappelle ses objectifs de décarbonation de ses portefeuilles pour aligner ses portefeuilles de crédit sur des trajectoires compatibles avec un scénario à 1,5°C avec les réductions suivantes (par rapport aux niveaux de 2019 :

- 20% de ses expositions sur l'Oil & Gaz à horizon 2025 :
- 30% de ses émissions carbone absolues à horizon 2030 :
- 40% de l'intensité carbone des livraisons d'ALD Automotive à horizon 2025
- réduction à zéro de son exposition au charbon en 2030 dans les pays de l'UE et de l'OCDE, et en 2040 dans les autres zones géographiques.

Alors même qu'il poursuit activement le déploiement de son Plan à Moyen Terme, le groupe Crédit Agricole fait état d'opérations stratégiques venant renforcer le groupe dans sa position d'acteur majeur de la mobilité et des services immobiliers et de paiements : joint-venture avec Stellantis (50/50 Leasys), création de Crédit Agricole Auto Bank, intention d'acquérir 6 filiales européennes d'ALD Automotive et de LeasePlan, négociation avec Worldline pour un partenariat stratégique dans le domaine des services monétiques, acquisition Sudeco (Property Management et immobilier commercial).

Le groupe communique également sur l'amélioration de sa notation extra-financière par les agences MSCI, Moody's ESG Solutions et ISS ESG.

De même, tout en mettant en avant les notes extra-financières obtenues par les agences MSCI, Moody's ESG Solutions, ISS ESG, Sustainalytics, et CDP, le groupe BPCE annonce son intention de continuer à jouer un rôle moteur dans le soutien actif de l'économie et dans l'accompagnement des grandes transitions sociétales au plus près des territoires, tout en soulignant son empreinte dans le financement de l'économie française.

## Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse et des slides investisseurs des principaux groupes bancaires français publiés au 31 mars 2023.

Ces communiqués ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 3 mai 2023 : BNP Paribas & BPCE

- 10 mai 2023 : Crédit Agricole

- 12 mai 2023 : Société Générale



## **Contact**



Arnaud Bourdeille
Associé
Responsable du secteur banque
abourdeille@kpmq.fr

#### kpmg.fr



Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG ADVISORY est l'un des membres français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). KPMG International et ses entités liées ne proposent pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.